

Question 1 : Pourquoi avez-vous intitulé votre ouvrage *les femmes, les jeunes, les enfants d'abord* ?

Il y a plusieurs significations à ce titre, bien évidemment, c'est une référence au fait qu'en cas de difficulté il faut d'abord protéger les femmes et les enfants.

Il s'agit d'une formule consacrée, élaborée il y a bien longtemps maintenant.

Je relève là une forme d'ironie.

En effet, aujourd'hui parmi les personnes qui sont le plus en difficulté, en matière de pauvreté, de précarité, figurent souvent plus de femmes que d'hommes. Il s'agit notamment des femmes seules avec enfants.

On relève aussi que le taux de pauvreté augmente très fortement chez les enfants.

Vous l'avez noté, nous avons rajouté les jeunes dans ce titre parce que les jeunes sont aujourd'hui dans des situations sociales particulièrement difficiles. Il ne s'agit pas uniquement des jeunes qui sont le plus en difficultés, les décrocheurs scolaires qu'on appelle les NEETS (les jeunes ni emploi, ni en études, ni en formation). D'une façon plus générale, la période de jeunesse est longue et difficile, même pour les étudiants ce qu'a notamment révélé la période Covid.

Par conséquent, aujourd'hui, les femmes, les jeunes et les enfants sont des catégories qui ont particulièrement des difficultés sociales.

Notre constat est le suivant : le système de protection sociale existant ne prend pas bien en charge ces personnes et ces difficultés particulières

Question 2 : Qu'est-ce que les politiques d'investissement social ?

Ce sont des politiques sociales, mais d'un genre un peu particulier dans la mesure où elles fonctionnent de façon assez différente par rapport aux politiques que nous connaissons bien en France. Je fais référence aux politiques d'assurance sociale, que ce soit l'assurance maladie, l'assurance retraite ou l'assurance chômage. Ces trois assurances n'interviennent qu'a posteriori, si vous payez des cotisations quand vous travaillez.

L'investissement social, c'est essayer de se demander s'il n'y a pas des interventions sociales, des interventions collectives à mettre en place en amont pour préparer les individus à faire face au risque de pauvreté, les préparer à la demande croissante de qualification, les préparer à leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Ce sont des politiques qui interviennent pour accompagner les individus dans une société caractérisée par de nouveaux risques sociaux.

Nous montrons dans le livre que cette grande famille des politiques d'investissement social, peut être mise en œuvre de façon très différente.

Vous pouvez faire une politique universelle d'investissement social. C'est ce que font souvent les pays scandinaves.

Vous pouvez aussi cibler les choses, c'est ce qu'on appelle l'investissement social ciblé.

Puis, il y a ce qu'on fait en France, on ne dit rien. Cela débouche sur ce qu'on appelle en politique sociale un effet Mathieu : ceux qui ont déjà, ont encore plus.

C'est un enjeu de redistribution typique des politiques sociales. Par conséquent, si on élaborait seulement des politiques de montée en qualification de la population française et qu'en face il n'y ait pas d'emploi, de là pourrait naître un sentiment de déclassement.

Nous essayons de montrer comment nous pouvons stimuler plus de créations d'emplois de qualité requérant des qualifications importantes pour permettre d'avoir les débouchés en France d'une montée en qualification de la population.

Nous prônons d'une part une montée en gamme généralisée, de façon classique en essayant de produire de meilleurs produits aussi bien dans l'industrie que dans les services pour offrir plus d'emplois aux plus qualifiés.

Néanmoins, il ne s'agit pas de l'objectif principal des politiques économiques françaises. Les politiques économiques françaises visent à permettre aux employeurs de continuer de disposer de personnes très mal rémunérées. Ce sont les politiques de baisse des cotisations sociales. La baisse du coût du travail en bas de l'échelle tire l'économie française vers le bas.

Nous préconisons d'autre part que les emplois qui sont apparus essentiels pendant les confinements soient reconnus à la juste valeur de leur contribution collective. Ils méritent une bonne rémunération, des bonnes conditions de travail, une stabilité.

Nous terminons l'ouvrage en montrant que c'est aussi la condition de cette montée généralisée en gamme de l'économie française et qu'un certain nombre de financements qui sont actuellement consacrés à tirer l'économie vers le bas devrait plutôt être consacré à financer ces emplois de qualification générale de l'économie, ces emplois d'investissement social.

Entretien : Myriam Sefraoui, Chargée de médiation scientifique (CEE)